

NOTRE FÉDÉRATION

BULLETIN de la FSU Cantal

Directeur de la publication : C. Nély
 N°ISSN 1625-5240 N°CPPAPN 1017 S 07645
 8 Place de la Paix 15000 AURILLAC
 Tél. : 04 71 64 03 35
 E-mail : fsu15@fsu.fr][site : fsu15.fsu.fr



SITE DE DÉPÔT
P4
 LA POSTE
 DISPENSE DE TIMBRAGE

déposé

le 03 / 07 / 2025

Imprimé par nos soins

*Fédération Syndicale Unitaire
 Section Départementale du Cantal*

SOMMAIRE :

p1 - édito
p2 - AESH / Communiqué de presse Chèques Vacances retraités

p3 - Alliance Ecologique et Sociale - enquête bâti scolaire
p4 - AES suite - enquête bâti scolaire
 Hommage à Mélanie G.

ÉDITO

"Si nous ne sommes pas là, si nous ne proposons rien, qui le fera ?" Ces mots ont été prononcés au nom de la FSU à la presse, dans le cadre de la préparation de la journée de mobilisation contre la réforme des retraites de 2023, le 5 juin dernier. Conscient.es que cet appel ne rassemblerait pas les foules comme deux ans plus tôt, il nous est apparu essentiel de contribuer à maintenir la flamme allumée coûte que coûte. Car nous en sommes persuadé.es, ne rien tenter, ne plus rien espérer, c'est alimenter le désespoir et la résignation. La défaite de 2023 nous a mis un sacré coup à la tête, aussi dure soit-elle. Perdre c'est dur, mais perdre à la déloyale, c'est dramatique. Si après ça, on abandonne, ce sera finalement leur donner raison et renier tout ce que nous avons accompli. Alors non, il n'était pas possible de ne pas appeler à la mobilisation, à la manifestation et à la grève. Nous restons convaincu.es que nos solutions sont viables, qu'un modèle juste et plus solidaire est possible, et qu'il ne sera jamais vain de se battre contre un capitalisme de plus en plus agressif et sans pitié.

Ce capitalisme assassin nous poursuit jusque dans nos quotidiens, dans nos services, dans nos classes. Le "nouveau management public" en est sa pierre angulaire. Ses méthodes infantilisantes et caporalisantes nous tuent à petit feu. Quand il faudrait faire corps pour faire front, il nous pousse au repli. Détourner le regard comme pour s'épargner de nos souffrances ne nous amènera qu'à toujours plus de déconvenues et donc à subir toujours plus. Nous sommes les professionnel.les, nous sommes les expert.es. Celles et ceux qui s'opposent à cet état de fait ou tentent de faire croire le contraire, tout du moins à nous mettre dans le doute, sont les suppôts du capital, les ennemis du monde du travail.

Sans fonctionnaire, point de service. Reprenons la main, remettons du collectif, réapproprions nous le travail. Nous avons toutes les cartes en main, un statut, des droits, et surtout, nous sommes des millions. Soyons-en convaincu.e.s pour qu'un jour nous puissions être coordonné.e.s pour nous lever et vaincre la fatalité.

Emeric Burnouf

Secrétaire Départemental

Le Secteur AESH de la FSU 15 mobilisé tout au long de l'année !

En temps partiel imposé, mal payés et en contrat précaire, les accompagnant·es d'élèves en situation de handicap (AESH) ont fait une nouvelle fois grève le 16 janvier 2025. Une Assemblée Générale puis un rassemblement ont eu lieu devant le rectorat à Clermont-Ferrand. Le Cantal était bien représenté.



Le 7 avril 2025, la FSU 15 proposait un stage spécial AESH, stage qui a réuni 17 accompagnantes d'élèves en situation de handicap qui exercent en maternelle, en élémentaire, en ULIS, au collège et au lycée. Ce moment d'échange, apprécié par toutes, nous conforte dans l'idée de créer, si ce n'est un syndicat, bien à part mais au sein de la FSU, un collectif d'AESH.

Lors du congrès de la FSU à Rennes, la FSU 15 a défendu une motion qui portait sur la création d'un syndicat d'AESH.

Nous, AESH, exerçons une mission de service public et sans notre travail dans les classes, auprès des élèves en situation de handicap, il n'y aurait pas d'école inclusive.

Cette motion appelait à une reconnaissance de notre travail en tant que syndicat autonome, nous permettant de défendre spécifiquement nos intérêts et de lutter pour de meilleures conditions de travail.



MOBILISONS-NOUS !

Grâce aux actions syndicales, les conditions d'emploi se sont améliorées (CDI, évolution automatique de la rémunération) mais cela ne suffit absolument pas à nous assurer des conditions de travail satisfaisantes, ni à garantir la reconnaissance d'un métier à part entière.

Nous nous heurtons la plupart du temps au silence de notre hiérarchie, à l'absence de considération et au mépris de notre institution.



Il est urgent de nous garantir une reconnaissance statutaire et un vrai métier de la fonction publique.

Sandrine Combelle et Ursula Vaur - FSU-SNUipp



**Communiqué de presse de la FSU :
Enfin une bonne nouvelle
concernant l'action sociale !**

A la suite de l'arrêt du Conseil d'Etat concernant l'éviction des retraité·es des chèques-vacances

Saisi en intersyndicale par la FSU, la CGT, FO, Solidaires, l'UNSA et la CFE-CGC, le Conseil d'Etat statuant au contentieux a annulé mardi 24 juin 2025 la circulaire du ministère de la fonction publique du 2 août 2023. Cette circulaire supprimait l'accès aux chèques-vacances pour les retraités de l'Etat.

Cette décision avait été prise sans aucune concertation ni même information du Comité Interministériel d'Action Sociale (CIAS).

C'est une première victoire syndicale pour les retraité·es de la Fonction publique de l'Etat qui peuvent ainsi être rétabli·es dans leurs droits.

Nous demandons au gouvernement de respecter cette décision du Conseil d'Etat dès à présent, afin que l'ensemble des pensionné·es de la fonction publique d'Etat puisse bénéficier de cette mesure immédiatement.

Nous les invitons à déposer leurs dossiers. L'ANCV est en mesure de les accueillir dès aujourd'hui.

Bagnolet, le 25 juin 2025



Alors que l'Hexagone subit une vague de chaleur précoce, l'inadaptation du bâti scolaire face au changement climatique renforce les injustices scolaires, sociales et territoriales. Pour protéger la santé et les conditions de travail des élèves et des personnels, réduire les inégalités de genre, mais aussi atténuer l'empreinte écologique de l'Éducation nationale, nos organisations, Greenpeace, FSU, Oxfam, Sud Education, Amis de la Terre, CGT Educ'Action, Confédération paysanne et Attac s'associent dans le cadre de l'Alliance écologique et sociale (AES) pour demander la rénovation des écoles et établissements scolaires publics.

Pour un plan de financement

Le plan de réhabilitation de 40 000 écoles et établissements, annoncé en septembre 2023 par Emmanuel Macron, semble avoir été sacrifié sur l'autel de la rigueur budgétaire. Le « Fonds vert », en partie fléché pour cette rénovation, subit des coupes drastiques. De nombreuses collectivités locales n'ont pas les moyens de financer la rénovation d'un parc scolaire vieillissant et parfois vétuste. Plusieurs rapports parlementaires et administratifs annoncent des besoins de financement à hauteur de 40 ou 50 milliards d'euros en dix ans, en supplément des subventions de l'État annuellement accordées aux collectivités. L'AES demande la mise en œuvre d'un plan national de rénovation énergétique et écologique du bâti scolaire public.

Des carences de prévention manifestes

La prévention de court et moyen terme est bien souvent ignorée : protections solaires, volets, ventilation mécanique, végétalisation, peinture blanche à effet Albédo... Des solutions d'urgence existent, et permettraient de diminuer parfois de plus de 5°C les températures dans les classes. Elles sont encore insuffisamment mises en œuvre dans les bâtiments scolaires et aucun dispositif de diagnostic d'adaptation des établissements scolaires face au changement climatique n'est à ce jour disponible.

Pour un bâti scolaire adapté aux défis de demain

Nos organisations, membres de l'AES, soutiennent et relaient des mobilisations du personnel, des parents d'élèves, d'élèves, du personnel territorial face à la dégradation des conditions d'apprentissage et de travail provoquée par le dérèglement climatique. Nous lançons dès à présent une enquête à destination de celles et ceux qui font l'école au quotidien. Les résultats et les situations sur le terrain seront portées dans les services de l'Éducation nationale, mais aussi auprès des collectivités propriétaires pour exiger la mise en œuvre de mesures immédiates. Les retours de l'enquête serviront à alimenter un rapport destiné à affiner nos propositions.

Un plan national de rénovation écologique des écoles, collèges, lycées, ateliers, équipements sportifs, internats mais aussi bâtiments des universités ou Centre d'Information et d'orientation... devient une urgence absolue.

Après des années de coupes budgétaires et de politiques qui renforcent les inégalités sur les territoires, il est temps de considérer que réhabiliter nos bâtiments scolaires c'est construire l'École de demain. Un bâti et un environnement scolaire de qualité sont essentiels pour que le système scolaire puisse assurer sa mission première d'émancipation par les savoirs et de construction d'une culture commune.

La rénovation des écoles et des établissements scolaires n'est pas seulement une nécessité écologique, c'est aussi un puissant levier d'éducation et de prise de conscience collective face aux défis climatiques. Investir dans la rénovation des écoles, c'est offrir aux générations futures un cadre protecteur et participer par des actions concrètes à l'engagement de l'ensemble de la société face à l'urgence écologique.



La FSU, SUD éducation et la CGT éduc'action participent à la campagne nationale sur le bâti scolaire de l'Alliance Écologique et Sociale (AES), aux côtés de Greenpeace France, Les Amis de la Terre et Oxfam France.

À cette occasion, la FSU invite les personnels à remplir en équipe ou individuellement, une courte enquête envoyée par voie électronique, sur l'état de votre école ou de votre établissement.

[Vous pouvez remplir l'enquête ici :](#)



Sidération et émotion



À l'heure où le politique dit son impuissance face à la situation, il y a un vrai projet politique à porter et développer : faire société, grâce à l'École et autour d'elle.

Mourir d'être personnel de l'Éducation nationale. Ces mots semblaient impensables, imprononçables il y a quelques années. Ils marquent désormais tragiquement une actualité malheureusement par trop récurrente. Mélanie G., assistante d'éducation au collège Françoise Dolto de Nogent, en Haute Marne, a été poignardée par un élève. La sidération se mêle à l'effroi, mais **c'est d'abord l'immense douleur de perdre une collègue, dans l'exercice de son métier qui prévaut.**

Sans surprise, le bal des récupérations et instrumentalisations, grossières et indécentes, a démarré quelques heures à peine après le drame. L'École est le réceptacle de tous les maux de la société. Sa sécurité devient une question complexe mais indispensable à traiter. Avec sérieux. En prenant de la hauteur. Pour l'instant, les réponses s'entremêlent, entre portiques et interdictions des réseaux sociaux et des écrans. Si le rapport aux écrans est incontestablement un sujet, quelles sont les alternatives en dehors de l'interdiction ? Aucune.

Face à l'isolement croissant des jeunes, à leurs interrogations sur leur avenir, il est urgent de recréer les lieux et espaces de construction du collectif, de socialisation, par la démocratie lycéenne et collégienne, les clubs, les associations qui permettent d'apprendre à vivre ensemble, à se connaître. **À l'heure où le politique dit son impuissance face à la situation, il y a là un vrai projet politique à porter et développer : faire société, grâce à l'École et autour d'elle.**

le 14 juin 2025.



Sophie Vénétitay - Secrétaire Générale du SNES-FSU